

INFOS Hebdo

Par le Sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERVIN

Une ministre « française de l'étranger » pour les Français de l'étranger.

Cela paraissait évident, c'est pourtant la première fois qu'un ministre responsable de la diaspora française en est issu.

Qu'est-ce que cela change ? On le saura à l'usage, mais on peut déjà constater que la période de carence, nécessaire à la prise en main des dossiers, à la constitution de l'équipe, n'a pas été nécessaire. Présente au Bureau de l'Assemblée des Français de l'étranger le lendemain même de sa nomination, Hélène CONWAY-MOURET a déjà réuni les parlementaires des Français de l'étranger pour leur exposer ses priorités. Deux grands axes :

- 1) Le réseau consulaire. Il s'agira de revoir le mode de fonctionnement et d'adapter le réseau aux nécessités.
- 2) L'enseignement, à travers l'AEFE, dans le cadre des conditions financières actuelles, tout en tenant compte des équilibres sur le plan social et des liens avec les entreprises.

Autre dossier important pour Hélène CONWAY-MOURET, l'image des Français de l'étranger. Elle souhaite leur donner une meilleure lisibilité et qu'on cesse d'entretenir cette confusion calomnieuse avec les exilés fiscaux.

Si je n'oublie pas que des différences réelles existent entre nous, notamment sur la question de la prise en charge des frais de scolarité, remise en cause dans son principe depuis l'élection de François HOLLANDE, je ne peux que me réjouir qu'une élue des Français de l'étranger préside à leur destin pour les prochaines années.

Robert del Picchia

MONDE

Le président égyptien élu, Mohamed MORSI, va prêter serment ce samedi devant la Haute cour constitutionnelle. Le président se rendra ensuite à l'Université du Caire pour célébrer son investiture et donnera un discours à la Nation. Les Frères musulmans ainsi que des militants pro-démocratie ont appelé à une nouvelle manifestation sur l'emblématique place Tahrir pour faire pression sur l'armée, sous le slogan « *Journée du transfert du pouvoir* ». M. MORSI est le 1^{er} islamiste à accéder à la magistrature suprême en Egypte et le 1^{er} Président égyptien à ne pas être issu de l'appareil militaire. Le Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige le pays depuis la démission sous la contrainte de M. MOUBARAK en février 2011, s'était engagé à remettre le pouvoir d'ici le 30 juin au nouveau chef de l'Etat.

Le nord du Mali sous contrôle des islamistes liés à Al Qaïda, au lendemain de l'éviction de leurs ex-alliés séparatistes touareg du MNLA de la ville de Gao. Les séparatistes touaregs du Mouvement national de libération de l'Azawad, du nom de l'Etat qu'ils veulent fonder dans le nord du Mali, affirment pour leur part que leurs forces ont procédé à une retraite tactique. La situation dans cette région devait être à l'ordre du jour d'une réunion de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) qui se tient à Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire.

OBAMA en bonne santé. Soulagement pour le Président américain en pleine campagne pour sa réélection : la Cour suprême des Etats-Unis a validé son emblématique réforme du système de santé. Malgré certaines réserves d'interprétation, la plus haute instance judiciaire des Etats-Unis a validé la réforme, par 5 voix contre 4, décrétant notamment que sa principale disposition, qui oblige les Américains à se doter d'une couverture maladie avant 2014 sous peine d'amende, n'était pas anticonstitutionnelle. Le républicain Mitt ROMNEY s'est engagé à abroger la loi s'il était élu.

Vote électronique en... Mongolie. La 1^{ère} élection jamais organisée par vote électronique, celle de ses députés, s'est déroulée en Mongolie. Au lendemain de l'élection toutefois, les résultats n'étaient pas définitifs. Le vote électronique était censé permettre à la fois davantage de transparence mais aussi une annonce plus rapide des résultats, dans ce pays aux vastes steppes très peu peuplées et habitué à attendre plusieurs semaines l'annonce des résultats.

Le président chinois HU Jintao à Hong Kong. Pour la 1^{ère} fois depuis 5 ans. Il participe aux cérémonies du 15^e anniversaire du retour de l'ancienne colonie britannique dans le giron de la Chine, alors que la méfiance des Hongkongais reste vive à l'égard de la mère-patrie. Le président a estimé que le principe « Un pays, deux systèmes », mis en avant par Pékin pour rassurer la population il y a 15 ans, avait fonctionné. Selon ce principe, Hong Kong a le statut d'une région semi-autonome. Le territoire a conservé sa monnaie, son système judiciaire, et surtout une liberté dans la presse et de parole.

EUROPE

Accord à Bruxelles sur le principe de la création d'une instance unique de supervision des banques de la zone euro. Pour Herman Van ROMPUY, l'objectif était de créer un mécanisme de supervision impliquant la Banque centrale européenne d'ici la fin de l'année, et de rompre le « cercle vicieux » entre banques et Etats. Il confirme que les dirigeants de la zone euro étaient convenus que les banques pourraient être recapitalisées directement par le Mécanisme européen de stabilité financière (MES). Les pays qui se conforment aux critères budgétaires de l'UE pourraient avoir accès au MES pour soutenir leurs obligations sur les marchés financiers.

Accord également sur un « pacte pour la croissance », mais l'Italie et l'Espagne ont subordonné leur signature à l'examen de mesures d'urgence pour alléger le coût de leur dette. Le « pacte pour la croissance et l'emploi » prévoit, pour stimuler l'économie de l'UE, la mobilisation de 120 milliards d'euros par le biais des fonds structurels, de la Banque européenne d'investissement et de « project bonds » destinés à financer de grands chantiers. France, Allemagne, Italie et Espagne s'étaient déjà accordées le 22 juin à Rome sur ce paquet de mesures.

L'avenir de l'Union économique et monétaire (UEM) dans le texte du Conseil. Une « feuille de route » pour renforcer l'intégration de l'UE devra être « assortie d'échéances précises pour la réalisation d'une véritable union économique et monétaire ». On s'efforcera de concilier les positions des pays qui, comme la France, souhaitent un processus d'intégration progressif, et celles de l'Allemagne, qui fait d'un saut fédéral un préalable à des mesures accroissant la solidarité, notamment financière, entre les Etats de la zone euro. « Un rapport intermédiaire sera présenté en octobre 2012 et un rapport final avant la fin de l'année »

Chypre qui préside l'Union européenne à partir de dimanche a fait officiellement appel à l'aide européenne. « L'objectif de cette demande d'aide est de contenir les risques pour l'économie chypriote », explique le gouvernement dans un communiqué, notamment ceux liés « à la forte exposition des banques du pays à l'économie grecque ». Chypre aura recourt également à un emprunt de 3 à 5 milliards d'euros réalisé auprès de la Russie. La banque chypriote Marfin Popular Bank a un besoin immédiat de 1,8 milliard d'euros, qui doit être trouvé avant le 30 juin. Mais, selon l'agence de notation financière Fitch, les besoins des banques chypriotes pourraient atteindre 4 milliards d'euros. A terme, cinq pays bénéficieront, de l'aide européenne (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne, Chypre).

Quotas pour étudiants étrangers en Belgique... Dès septembre, les facultés de médecine et de dentaire francophones n'admettront plus en 1^{ère} année que 30% d'étudiants « non-résidents », c'est-à-dire ceux ne pouvant pas justifier de 3 années de résidence en Belgique. Le texte du décret a été adopté en commission du parlement de la Communauté française Wallonie-Bruxelles. Les heureux élus, à 90% des Français, seront choisis par tirage au sort après l'ouverture des inscriptions le 20 août. « C'est la solution de facilité, mais il n'y a pas d'alternative », explique doyen de la faculté de médecine de Liège.

Les brevets parisiens ? Le président du Conseil européen, Herman Van ROMPUY, va proposer Paris pour accueillir le siège de la future Cour de justice du brevet européen. Le choix de la ville qui accueillera une juridiction unifiée, est le seul point empêchant un accord final sur le brevet unique européen, mais il bloque l'ensemble du processus depuis des mois. D'autres fonctions seraient dévolues à Londres et Munich.

FRANÇAIS DE L'ETRANGER & AFFAIRES ETRANGERES

Le CABINET de Madame Hélène CONWAY-MOURET (d'autres nominations en cours viendront le compléter)

Directeur de cabinet : **M. Sylvain ITTE**

Directeur de Cabinet adjoint :

M. Jean-Marc GROSGURIN

Chef de Cabinet : **M. David IZZO**

Chef de cabinet adjoint : **Mme Frédérique VADEPIED**

Conseillère Parlementaire : **Mme Annelise GARZUEL**

Conseiller de communication et Presse :

M. Yann BATTEFORD

Conseiller chargé des affaires consulaires : **M. Guillaume ROY.**

Élections législatives. Épilogue ? Le Conseil constitutionnel devra trancher sur plusieurs recours formés contre les élections des députés par les Français établis hors de France. On ne sait pas encore combien. Qu'il s'agisse des modalités d'organisation des élections ou du comportement de tel ou tel candidat, les « griefs » seront nombreux. Ils reflètent la singulière difficulté d'organiser des élections à l'étranger, alors que les moyens sont souvent insuffisants, les contrôles difficiles, l'information rare... Le premier dossier n'ayant pas donné satisfaction est la difficulté de tenir les listes électorales à jour pour les électeurs qui rentrent en France. Selon la DFAE, c'est le Ministère de l'Intérieur qui n'aurait pas pris en compte les informations transmises pourtant dans les temps. Aux législatives de 2007, 592 requêtes avaient été formées ; 538 ont été rejetées quelques semaines après ; 54 ont été jugées dans les 6 mois. 2 scrutins avaient été annulés.

POLITIQUE INTERIEURE

Réduction des effectifs... Les ministères jugés « *non prioritaires* » devront réduire leurs effectifs de 2,5% sur la période 2013-2015. Pour le Premier ministre, il s'agira de compenser les créations de postes dans l'éducation, la justice et la police. Il y aura toutefois « *une stabilité globale* » dit-on à Maignon. François HOLLANDE s'était engagé pendant sa campagne à créer sur cinq ans 60.000 postes dans l'Éducation nationale et 5.000 dans la police, la gendarmerie et la justice.

... et des financements. Les dépenses de fonctionnement vont également diminuer. Jean-Marc AYRAULT veut en réduire globalement le montant de 7% en 2013 par rapport à 2012, 4% en 2014 par rapport à 2013 et 4% en 2015 par rapport à 2014. Les lettres plafond fixant le niveau des crédits et des emplois, seront envoyées fin juillet, après les arbitrages nécessaires. Les efforts « *porteront sur l'ensemble des ministères* ». A plus court terme, le gouvernement doit trouver les moyens de boucler le budget 2012, un casse-tête évalué à 7,5 milliards d'euros pour ramener le déficit budgétaire à 4,5% du PIB d'ici à la fin de l'année.

Immigration : un nouveau titre de séjour valable 3 ans. Mais pas avant 2013. Le ministre de l'Intérieur, Manuel VALLS entend « *être le ministre d'un Etat dans toute sa plénitude, ouvert, généreux, mais qui définit des règles claires et qui les fait accepter de manière ferme* ». Il a répété qu'il n'y aurait pas de régularisation massive des étrangers sans papiers. Les critères pour l'examen des dossiers au cas par cas : une présence sur le territoire d'une durée minimale de 5 ans, un travail effectif et suivi dans le temps et enfin la présence d'enfants scolarisés. Quelle marge de manœuvre pour les préfets ? La circulaire est en cours de rédaction.

La fin du cumul des mandats ? 60% des nouveaux députés socialistes cumulent un mandat national et un mandat local. Si la loi interdisant le cumul des mandats promise par le candidat HOLLANDE n'est pas encore dans les tuyaux, « *il faudra qu'elle intervienne avant 2014* », années des municipales, selon Alain VIDALIES, ministre chargé des Relations avec le Parlement. Il ajoute toutefois que « *le mieux serait qu'à l'intérieur du PS, il y ait une anticipation* ». Bruno LE ROUX, patron des députés PS répond que les chefs d'exécutifs locaux ont besoin de temps pour « *organiser leur succession* ».

COPÉ le rassembleur. « *Je passe mon temps à essayer de rassembler tout le monde* », soupire le secrétaire général de l'UMP. Il a convoqué une réunion sur le thème des « *valeurs* » à l'Assemblée nationale. Les 3 anciens Premiers ministres (François FILLON, Jean-Pierre RAFFARIN et Alain JUPPÉ) n'ont pas fait le déplacement. La droite est aujourd'hui divisée entre ceux qui réclament un inventaire et ceux qui appellent à la loyauté et à la responsabilité. M. COPÉ se dit « *ok pour un examen du quinquennat, mais sans que ça tourne au règlement de comptes avec Nicolas SARKOZY* ».

FILLON avance ses pions. La candidature de l'ancien Premier ministre à la tête de l'UMP pourrait intervenir dès la semaine prochaine. Après Valérie PECRESSE, c'est Laurent WAUQUIEZ qui se prononce en faveur du nouveau député de Paris. Il conseille même à l'actuel secrétaire général adjoint de l'UMP de renoncer à briguer la présidence du parti. « *Jean-François COPE aura à cœur de mettre l'intérêt supérieur de notre famille politique avant tout. Ses capacités d'organisateur et son dynamisme seront très précieux dans une équipe au côté de François FILLON* », explique-t-il.

Epreuve de philo à l'UMP ? Le groupe de travail sur « *les valeurs* » de l'UMP a entamé ses travaux. Pendant 1 mois, une centaine de membres (parlementaires, anciens ministres, membres du bureau politique...) vont se réunir à huis clos chaque jeudi matin pour élaborer une nouvelle « *charte des valeurs de l'UMP* » qui remplacera celle de 2002 (création du parti). Validation de la nouvelle charte par le dernier bureau politique de l'UMP, fin juillet, avant la pause estivale.

Qui veut la tête de l'UMP ? Les militants voteront par Internet en ligne et dans les fédérations. Les candidats peuvent se déclarer en septembre et ont 2 mois pour faire campagne. Il n'est pas nécessaire d'être candidat pour déposer une motion. Elles donneront lieu à un vote. Les militants pourront adhérer – anonymement – à un mouvement ou directement à l'UMP. L'adhésion sera distincte du soutien à un candidat.

DATI et les élues de l'UMP. L'ancienne Garde des Sceaux, proche de Jean-François COPÉ, a lancé un « *groupe de femmes* », d'une centaine d'élues UMP, qui « *ne se réduira pas aux questions liées aux femmes* ». Ce collectif entend dénoncer un parti qui « *paye 20 millions d'euros pour absence du respect de la loi sur la parité* ». « *Nous souhaitons la parité dans toutes les instances. Nous allons peser sur l'organisation et le fonctionnement de l'UMP* » prévient Rachida DATI.

VILLEPIN de retour à l'UMP ? L'ancien Premier ministre ne l'exclut pas. « *Je me pose la question* », affirme-t-il. « *J'ai envie de faire valoir un peu de bon sens et un peu d'exigence. Pourquoi pas au sein de l'UMP s'il y a la possibilité de s'y exprimer ?* ». Il a quitté l'UMP en 2011 pour fonder République solidaire. Dominique de VILLEPIN a confirmé avoir vu Jean-François COPE et une prochaine rencontre avec Alain JUPPÉ, François FILLON et Jean-Pierre RAFFARIN.

DELANOË le Québécois. Le Maire de Paris participera au 1^{er} Forum mondial de la langue française qui se tiendra à Québec, du 2 au 6 juillet. Il débattrra des « *défis des grands espaces linguistiques, convergences et divergences* », avec l'ancien ministre de la Culture du Liban de Rafic HARIRI, Ghassan SALAMÉ.

PARLEMENT

Le nouveau visage de l'Assemblée nationale : c'est Claude BARTELONE. Le député socialiste a été élu par 298 voix contre 185 à Bernard ACCOYER, président sortant et présenté par l'UMP. Le président présenté par les socialistes a été élu sans les voix des Écologistes, qui entendaient protester contre l'attribution des responsabilités à l'Assemblée nationale. Bruno LE ROUX, président du groupe socialiste, avait proposé un « *paquet global* » pour les présidences de commission, qui prévoyait de laisser celle du développement durable aux Écologistes. Cela n'a pas été accepté par les députés du PS, qui ont proposé en contrepartie la présidence de la commission des affaires européennes.

Les 6 groupes de l'Assemblée nationale.

Un groupe doit compter 15 membres, sur la base d'une déclaration politique. 6 ont été déclarés.

- Socialiste, républicain et citoyen (SRC) : 276 membres et 16 apparentés.
- Union pour un mouvement populaire (UMP) : 185 membres et 11 apparentés.
- Union des démocrates et indépendants (UDI) : 29 membres.
- Écologiste : 18 membres.
- Gauche démocrate et républicaine (GDR) : 15 membres (10 députés du Front de gauche et 5 outre-mer).
- Radical, républicain, démocratie et progressiste (RRDP) : 15 membres (PRG et divers).

La déclaration gouvernementale au Sénat - sans vote -. Jean-Marc AYRAULT a choisi de ne pas mettre aux voix son projet. Le dernier alinéa de l'article 49 de la Constitution stipule que « *le Premier ministre a la faculté de demander au Sénat l'approbation d'une déclaration de politique générale* ». Les Premier ministres de droite l'avaient fait dans un Sénat majoritairement à droite, mais bien sûr pas JOSPIN. Ce vote n'a cependant qu'une valeur symbolique, le Sénat n'ayant pas la faculté, contrairement à l'Assemblée, de renverser le gouvernement.

L'opposition proteste. Jean-Claude GAUDIN, président du groupe UMP, a accusé dans un communiqué le gouvernement d'« *utiliser un artifice de procédure (...) pour masquer les divisions internes de sa majorité sénatoriale* ». L'UMP explique le refus de vote « *parce que le Premier ministre n'est pas sûr d'obtenir la majorité de la Haute-assemblée* ». La gauche sénatoriale n'est majoritaire que de 6 voix et cette majorité est pour l'instant amputée des trois voix des sénateurs nommés ministres. Leurs remplaçants n'entrent en effet en fonction que dans un délai d'un mois après leur nomination. Quant au groupe communiste (21 membres), il n'est pas tenu par une solidarité gouvernementale et entend selon la présidente du groupe, Nicole BORVO COHEN-SEAT ne pas transiger sur ses positions politiques.

Voie étroite aussi à la Commission des finances. La gauche n'y est majoritaire que d'une seule voix et trois sénateurs communistes y siègent. Le nouveau rapporteur, François MARC (PS), qui remplace Madame BRICQ nommée ministre du commerce extérieur, aura la difficile tâche de convaincre les communistes de se rallier au collectif budgétaire pour 2012, qui doit acter les premières mesures fiscales de François HOLLANDE.

ECONOMIE & DEFENSE

Croissance nulle au premier trimestre.

Confirmation par l'Insee de son estimation pour le 1^{er} premier trimestre 2012, tandis que le pouvoir d'achat des ménages s'est de nouveau replié de 0,1% au cours de cette période après un recul de 0,2% déjà au 4^e trimestre 2011. Dans une note de conjoncture l'Insee avait estimé que l'économie française devrait ralentir fortement en 2012, avec une croissance limitée à 0,4%, après 1,7% en 2011. L'OCDE (+0,6%) et le FMI (+0,5%) s'étaient montrés légèrement plus optimistes.

Téléphone chinois en France en 2013. Le 2^e opérateur mobile chinois, qui s'est déjà lancé sur le marché britannique du mobile, va entrer sur le marché français « *comme opérateur mobile virtuel (MVNO), au deuxième semestre 2013* ». L'opérateur devrait ensuite mettre le cap sur les marchés allemand, italien et espagnol d'ici à fin 2014.

9,9 millions d'euros pour Carlos GHOSN. Pour l'année d'avril 2011 à mars 2012, il a été payé 987 millions de yens en qualité de PDG de Nissan. Dans

un univers concurrentiel, « *les entreprises doivent employer et conserver des dirigeants de haut niveau* » s'est justifié le patron de Renault-Nissan lors de l'assemblée générale des actionnaires. Son salaire est 7 fois supérieur à celui de son concurrent de Toyota.

Une taxe Google 2.0. Philippe MARINI, président UMP de la commission des Finances du Sénat, revient à la charge sur la taxation des entreprises du Net. Il va déposer une proposition de loi en juillet créant une taxe sur la publicité en ligne (payée par les régies) et une taxe sur le commerce électronique (payés par les marchands en ligne). Cette proposition prévoit également que les acteurs étrangers comme Google, déclarent leurs activités réalisées en France, afin d'y être taxés.

Enquête approfondie de la Commission européenne sur l'achat de l'opérateur mobile Orange Autriche, filiale de France Télécom par la société de Hong Kong Hutchison 3G. La Commission européenne explique que l'acquisition ferait passer le nombre d'opérateurs mobiles en Autriche de 4 à 3 et pourrait créer des problèmes de concurrence en faisant disparaître l'un des acteurs du marché autrichien.

SANTÉ & SOCIÉTÉ

Un vaccin pour arrêter de fumer ? Des chercheurs américains ont mis au point un vaccin pour prévenir la dépendance à la nicotine, selon la revue américaine *Science Translational Medicine*. Le principe? La thérapie génétique qui consiste à diffuser dans l'organisme un virus génétiquement modifié qui contient des anticorps qui absorbent la nicotine. « *Notre vaccin permet à l'organisme de fabriquer ses propres anticorps contre la nicotine et de développer de cette façon une immunité durable* », explique le spécialiste américain. Son évaluation chez la souris se montre très prometteuse. Il pourrait être administré aux fumeurs qui ont arrêté de fumer. Ainsi, consommer de nouveau une cigarette ne leur procurerait plus aucun plaisir. Le vaccin pourrait même, un jour, être administré aux ados qui n'ont jamais fumé...

Mariage homosexuel en 2013 ? Une loi autorisant le mariage et l'adoption pour les couples de même sexe, promise par François HOLLANDE pendant la campagne présidentielle, sera votée d'ici le premier semestre de 2013. Déclaration de la ministre déléguée à la famille. Dominique BERTINOTTI ajoute qu'avant de présenter un texte au Parlement, le gouvernement devra consulter pour avis le Conseil supérieur de l'adoption et le Conseil d'Etat. « *Même si c'est un peu long, la loi est notre engagement et, je le crois, elle sera votée en 2013* », ajoute-t-elle. Nicolas SARKOZY s'était dit hostile au mariage homosexuel pendant la campagne présidentielle, lui préférant un « pacs » qui puisse faire l'objet d'une cérémonie en mairie. Le mariage homosexuel est approuvé par 63% des Français, d'après un sondage BVA.

CONSEIL DES MINISTRES

Ordonnance relative au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre.

Décret relatif au relèvement du salaire minimum de croissance. Le taux horaire du SMIC sera revalorisé de 2% au 1^{er} juillet 2012.

Communications : La lutte contre les feux de forêt. / Une exigence d'exemplarité : l'égalité entre les femmes et les hommes au cœur de l'action publique. / Le cinquantième anniversaire du traité de l'Élysée et l'année franco-allemande 2012-2013.

CULTURE & NOUVELLES TECHNOLOGIES & SPORTS

La technologie capable d'aider la médecine... Siri, le fameux outil de reconnaissance vocale d'Apple pour l'iPhone 4S pourrait également servir dans le secteur médical. Max LITTLE, un chercheur du réputé MIT (et de l'université d'Oxford, est à l'origine du projet. On pourrait bientôt poser la question : « *Siri, ai-je la maladie de Parkinson ?* » à son smartphone. Pour réussir cela, le scientifique a mis au point un algorithme permettant de déceler dans la voix les changements purement associés à la maladie. Les premiers résultats des tests effectués sur une population aléatoire sont assez encourageants, puisque la précision de l'outil s'est élevée à 86%.

Football. Coupe d'Europe. Le sud en finale. Qualifié de justesse par un petit tir au but contre le Portugal malheureux après un 0-0, l'équipe d'Espagne va rencontrer en finale une excellente équipe d'Italie qui a battu les Allemands 2-1. Une Mannschaft brouillonne et décevante contre des bleus italiens brillants et spectaculaires qui ont livré un très beau football. Les Espagnols sont avertis...

Départ de la grande boucle ce samedi de Liège. Le 99^e tour de France comprendra 20 étapes et 1 prologue pour une distance de 3.497 kilomètres. Arrivée le 22 juillet sur les champs Élysées à Paris.

CARNET – NOMINATIONS

Stanislas LEFEBVRE de LABOULAYE, ambassadeur chargé du suivi des accords de transit, dans le cadre du désengagement français d'Afghanistan.

Jean FELIX-PAGANON, jusqu'alors ambassadeur en Egypte, représentant spécial pour le Sahel.

Jean-François GIRAULT, jusqu'alors ambassadeur au Vietnam, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient.

François GOLDBLATT, directeur de l'économie globale et des stratégies du développement du Quai d'Orsay.

Denis BARBET, consul général à Atlanta.

Eva JOLY, députée européenne, chargée d'une mission anti-corruption en Afghanistan dans le cadre de l'ONU.

Frédéric de SAINT-SERNIN, ancien ministre, directeur des relations institutionnelles de PPR, retrouve la présidence du Stade Rennais.

INFOS Hebdo, tous droits réservés.

Edition : Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN.

Clause de responsabilité : la Rédaction s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour, mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication.

Cabinet parlementaire – tél : + 33 1 42 34 26 87
r.delpicchia@senat.fr